

LAB POLITIQUE & OPINION

HONGRIE

APRÈS ORBÁN : QUEL AVENIR  
POUR LES MINORITÉS  
HONGROISES D'EUROPE  
CENTRALE ?

Jean-Yves Camus

SPIRALES



La victoire de Peter Magyar aux élections législatives hongroises et la chute du régime Orbán ont été très peu analysées au prisme de la situation politique des communautés magyares à l'étranger proche, c'est-à-dire en Slovaquie, Roumanie et Serbie, où elles représentent respectivement 9,7% ; 5,25% et 13% dans la province serbe de Voïvodine, avec des écarts à la moyenne qui rendent les magyarophones majoritaires dans plusieurs entités administratives slovaques et roumaines. Vient s'ajouter le cas de la minorité hongroise de Transcarpathie, en Ukraine, soit environ 100000 personnes, marginalisées par les restrictions à l'usage de leur langue au profit de l'ukrainien et la position pro-russe du FIDESZ, qui, dans toutes ces régions, a mobilisé le sentiment d'injustice découlant du rapetissement de la Hongrie lors du traité de Trianon.

On rappellera que le régime Orbán avait introduit dans la Constitution de 2011 un article déclarant :« la Hongrie porte la responsabilité de la situation des Hongrois vivant hors des frontières du pays ». L'année précédente avait été votée une loi offrant une procédure simplifiée d'accès à la citoyenneté pour les Hongrois vivant à l'étranger. Il avait aussi mis en place une politique d'aide « culturelle » aux magyars de l'étranger avec deux chaînes de télévision destinées à la diaspora (Duna et Duna World).



L'une des difficultés rencontrées par le régime Orban comme par les minorités magyares était, Ukraine mise à part, que les nationaux-populistes au pouvoir à Bratislava et Belgrade (Fico et Vucic) étaient alliés à Orban mais très peu enthousiastes à l'idée de donner davantage d'autonomie aux hungarophones, d'autant moins, en Serbie, que les manifestations étudiantes de 2024-2025 avaient débuté à Novi Sad, capitale de la Voïvodine.

Le regain de tension est palpable avec la Slovaquie puisque Péter Magyar, avant même de prendre ses fonctions de Premier ministre, a exigé que le dirigeant slovaque abroge la loi qui pénalise la remise en cause des textes promulgués dans la Tchécoslovaquie d'après-guerre pour exproprier les Hongrois et les Allemands, les fameux décrets Beneš.

Les relations entre les deux pays avaient été maintenues à un niveau de confiance élevé par Orban et son homologue, mettant en porte à faux l'Alliance hongroise (3,88%), parti politique hongrois de Slovaquie affilié au PPE. Son président László Gubík continue de faire campagne contre les confiscations de terres qui semblent perdurer plus de 80 ans après la fin de la guerre et pour les droits linguistiques de la minorité, dont il parle en la désignant comme « felvidéki magyarok » (magyars du haut-pays) terme utilisé par les irrédentistes pour désigner la Slovaquie,



située juste au nord de la Hongrie et dont la partie située sur la frontière entre les deux pays est largement magyarophone.

La situation de la minorité hongroise en Roumanie est plus complexe encore du fait du poids électoral de l'UDMR (22 députés, 6,33% des voix). L'union démocratique magyare de Roumanie, affiliée au PPE, appartient au gouvernement Bolojan qui a été renversé le 5 Mai 2026 par un vote de défiance des sociaux-démocrates et des nationalistes de l'AUR, gouvernement qui continue à gérer les affaires courantes.

Or le dirigeant de l'UDMR, Hunor Kelemen, exclut tout accord avec un nouveau cabinet qui comprendrait des ministres de l'Alliance pour l'Unité de la Roumanie, laquelle est attachée à la carte de la Grande Roumanie du traité de Trianon, lequel donnait à Bucarest la Transylvanie et sa forte minorité hungarophone.

D'autre part, le leader politique de la minorité hongroise a été reçu très fraîchement par Peter Magyar, dès le 21 avril, car l'UDMR, proche d'Orban, est suspectée d'avoir fait voter par correspondance, pour le FIDESZ, des binationaux. Elle s'est donc vu intimer l'ordre, par Magyar, de s'abstenir de toute prise de position sur les affaires intérieures hongroises.



Ce qui fragilise les magyars de Roumanie, privés du soutien du système Orbán d'un côté, tenus en suspicion par les roumains d'agir contre l'intérêt national de l'autre, comme le montre la démission forcée le 25 Mai du ministre de la Culture (UDMR) Andras Demeter, rattrapé par la divulgation d'un enregistrement dans lequel il dirait son peu d'attachement aux intérêts roumains.

Le problème des hongrois de Voïvodine est la proximité ancienne d'Orbán avec le chef du gouvernement serbe, qui appartient au parti nationaliste SNS tout en voulant intégrer l'union européenne, bien qu'il reste en bons termes avec la Russie. Orbán, en campagne, s'est rendu à Subotica, la ville la plus septentrionale de Serbie où le hongrois est pratiqué par le tiers des habitants. Son gouvernement a soutenu financièrement nombre de projets dans la région (y compris la restauration de la grande synagogue de Subotica) gouvernée par le SNS, permettant au parti serbe pouvoir de se désengager de la gestion d'une minorité hongroise que Vucic a ouvertement suspecté d'irrédentisme lors des manifestations de 2025.

Celui-ci a cependant besoin de l'appui des partis représentant la minorité, dont le VMSZ, parti autonomiste associé au PPE, dirigé par le député Balint Pásztor.



Or VMSZ était proche d'Orban et Peter Magyar a eu, dès son élection, un différend public avec Vucic, qu'il a accusé à demi-mot d'être, comme le slovaque Fico, un pion russe.

La minorité d'Ukraine elle, tient, avant toute considération partisane, à ce que les négociations entamées en Mai par le gouvernement Magyar avec Kiev débouchent sur une révision de la loi ukrainienne sur ses droits linguistiques et une réouverture de toutes ses écoles.

Comme les autres populations ukrainiennes, elle aspire d'abord à la paix dans un état victorieux ou du moins libre. Là où Orban utilisait la question des droits de la minorité magyare pour justifier son veto à l'adhésion ukrainienne à l'UE, Magyar semble vouloir une normalisation entre les deux pays et n'exclut plus l'adhésion.

Le Parti des hongrois d'Ukraine (KMKSZ), qui siège au Parlement régional de Transcarpathie, semble vouloir être légitimiste vis-à-vis de Magyar. Son président, László Brenzovics, a assisté à l'investiture du nouveau Premier Ministre et le KMKSZ a publié le 19 Mai une déclaration ainsi rédigée : « Les représentants de la minorité nationale hongroise de Transcarpathie réaffirment leur soutien indéfectible à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, ainsi qu'au développement démocratique européen de notre État.



Nous soutenons la poursuite des progrès de l'Ukraine vers l'adhésion à l'Union européenne ».

Partout dans la région, les partis représentatifs des minorités hongroises, assez conservateurs, proches du PPE, anciennement alignés avec le FIDESZ, vont donc devoir trouver le point d'équilibre avec le gouvernement Magyar tout en satisfaisant leurs électeurs sur la question-clé de la relation avec « la mère-patrie » et en continuant à négocier le degré d'autonomie politique et culturelle dont les magyars disposent, avec des gouvernements nationalistes, le tout dans une région encore caractérisée par les conséquences du puzzle des minorités ethniques sur la conception de la nation.

